IMPÔTS la cgt TRESOR

HAUTE-GARONNE

Une la cgt force à vos côtés

VOUS AVEZ DIT DEFICIT ?

Les médias aux ordres ne tarissent pas de conseils et de d'encouragements pour que le Gouvernement prenne enfin les mesures pour réduire le déficit publique et rentrer dans les clous du Traité de Maastricht (3% de déficit public).

Mais ils sont moins bavards quand il s'agit d'expliquer la provenance du prétendu déficit. Alors nous allons le faire.

33 milliards : c'est la prise en charge par l'Etat (c'est-à-dire principalement les impôts payés par les travailleurs) des exonérations de charges sociales consenties au bénéfice des entreprises
+ 40 milliards : c'est le montant affecté au soutien aux entreprises dans le cadre du « plan de relance » (dont 6,5 milliards aux constructeurs automobiles)
+ 20 milliards : ce sont les dotations en capital apportées aux banques (à six réseaux bancaires)
+ 40 milliards : c'est le manque à gagner pour cette année dû aux seules baisses d'impôts décidées depuis 2000 (allégements de l'impôt sur le revenu, de l'ISF et des successions) au bénéfice des contribuables les plus aisés et des sociétés (crédits d'impôts en tout genre, disparition de l'imposition forfaitaire annuelle)
+ 43 milliards : c'est le remboursement aux banques des intérêts de la dette de l'Etat, creusés par ce véritable siphonage du budget de l'Etat qui dure depuis des années, sous les gouvernements de toutes couleurs politiques
= 176 milliards.

176 milliards de dépenses et de manque à gagner sans lesquels il n'y aurait pas de déficit.

Le « déficit » ne provient pas des dépenses d'éducation, de fonctionnement des services publics ou de la rémunération des fonctionnaires.

Ce sont toutes les dépenses, aides, allégements de toutes sortes au bénéfice d'une classe possédant les grands moyens de production. Ajoutons que le prélèvement au profit du budget de l'Union européenne a représenté 18,9 milliards d'euros (8,9 % des recettes budgétaires nettes !).

Cest ce même gouvernement qui, au nom de la réduction des dépenses publiques exigée par l'Union européenne a liquidé **13 500 postes d'enseignants à la rentrée 2009, fait disparaître des dizaines de milliers d'AVS, programme la suppression de 30 000 emplois de fonctionnaires, prépare un plan de privatisation de la Poste qui détruirait 30 000 emplois et liquide le système de soins le plus performant du monde, hérité du Conseil National de la Résistance en 1945.**

SEULE LA MOBILISATION DU PUBLIC, DU PRIVE, JEUNES ET RETRAITES POURRA STOPPER CE PILLAGE !